

**CONVOCATION
du
CONSEIL COMMUNAL**

Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Art. L.1122-13-§1^{er}. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion ; elle contient l'ordre du jour. Ce délai sera toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L.1122-17, alinéa 3. Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L.1122-18 peut prévoir que le secrétaire communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier ; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également des modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art. L122-15. – Le bourgmestre ou celui qui le remplace, préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le président.

Art. L122-16. - Sauf stipulation contraire dans le règlement d'ordre intérieur, il est donné lecture du procès-verbal de la précédente séance, à l'ouverture de chaque séance.

Dans tous les cas, le procès-verbal est mis à la disposition des conseillers sept jours francs au moins avant le jour de la séance. Dans les cas d'urgence visés à l'article L.1123-13, il est mis à la disposition en même temps que l'ordre du jour. Tout membre a le droit, pendant la séance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil. Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents.

Art. L.1122-17- Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L.1122-13 et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art. L.1122-24 – Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents : leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération.

Le conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Art. L.1122-26 §1^{er}. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages ; en cas de partage, la proposition est rejetée.

§2. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Art. L.1122-27- Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages. Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu. L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

Art. L.1122-28 – En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré

Conformément à l'article L.1122-13, §1^{er} / L.1122-17 ⁽¹⁾ du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, nous avons l'honneur de vous convoquer à la SEANCE du CONSEIL COMMUNAL, qui aura lieu le **jeudi 30 mai 2024 à 19h30 dans la salle du Conseil Communal à la Maison de l'Entité, rue Parfait, 14 à 7760 Celles.**

Première – Deuxième – Troisième convocation

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE :

1. GOUVERNANCE - Approbation du procès-verbal de la séance précédente
2. GOUVERNANCE - Rapport de rémunération 2024 (exercice 2023) visé à l'article L6421-1 du CDLD – Adoption
3. FINANCES COMMUNALES – Master plan du village de Celles (activation ZACC) – Annulation de projet - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire OC 1613 - - Reconstitution de trésorerie
4. FINANCES COMMUNALES – Auteur de projet PCDR– Clôture de projet - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire OC 1447 - Reconstitution de trésorerie
5. FINANCES COMMUNALES – PPT 2019 Remplacement et isolation toiture école primaire Escanaffles – Décompte final des travaux - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire solde OC 1598 - Reconstitution de trésorerie
6. FINANCES COMMUNALES – Auteur de projet Aménagements de sécurité Maison de l'Entité – Décompte d'honoraires - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire solde OC 1657 - Reconstitution de trésorerie
7. FINANCES COMMUNALES – PIC 2019-2021 Travaux de réfection rue du Château–Décompte final des travaux - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire solde OC 1624 - Reconstitution de trésorerie.
8. FINANCES COMMUNALES – Honoraires Auteur de projet « PIC 2019-2021 – Travaux de réfection de la rue du Château » - Décompte d'honoraires - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire solde OC 1565 - Reconstitution de trésorerie
9. FINANCES COMMUNALES – Remplacement menuiseries extérieures de la crèche communale de Pottes – Subvention UREBA - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire - Reconstitution de trésorerie
10. FINANCES COMMUNALES – Travaux de réfection extraordinaire rue Archimont (phase 2) – Décompte Décompte final des travaux - Reconstitution de trésorerie.
11. FINANCES COMMUNALES – Honoraires Auteur de projet « Travaux de réfection rue Archimont – phase 2 » - Décompte d'horaires - Mise en fonds de réserve extraordinaire – Reconstitution de trésorerie.
12. FINANCES COMMUNALES – Aménagement cimetière d'Escanaffles – Décompte final des travaux - Mise en fonds de réserve extraordinaire – Reconstitution de trésorerie.
13. FINANCES COMMUNALES – Installation de Points d'Apport Volontaire enterrés à Escanaffles pour les verres et les déchets ménagers résiduels – Décompte final - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire solde OC 1612 - Reconstitution de trésorerie
14. FINANCES COMMUNALES – Acquisition mobilier spécifique Pôle culturel de Celles – Subvention Communauté Française complémentaire - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire - Reconstitution de trésorerie
15. FINANCES COMMUNALES – Acquisition matériel informatique Pôle culturel de Celles – Subvention Communauté Française - Prélèvement pour le fonds de réserve extraordinaire - Reconstitution de trésorerie
16. CULTE - FABRIQUE D'EGLISE DE MOLENBAIX - Compte 2023 – Tutelle d'approbation.
17. CULTE - FABRIQUE D'EGLISE DE POPUELLES - Compte 2023 - Tutelle d'approbation.
18. CULTE - FABRIQUE D'EGLISE DE POTTES - Compte 2023 – Tutelle d'approbation.
19. CULTE - FABRIQUE D'EGLISE DE VELAINES - Compte 2023 – Tutelle d'approbation.
20. CULTE - FABRIQUE D'EGLISE DE CELLES - Compte 2023 – Tutelle d'approbation.
21. CULTE - FABRIQUE D'EGLISE D'ESCANAFFLES - Compte 2023 – Tutelle d'approbation.
22. FINANCES COMMUNALES - Rapport prévu en application de l'article L 1122-23 du CDLD – Prise d'acte
23. FINANCES COMMUNALES - Compte communal 2023 – Approbation

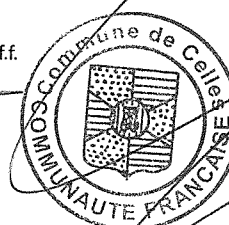
24. FINANCES COMMUNALES – Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 2 de l'exercice 2024 – Approbation
25. INFRASTRUCTURES - Création d'une voirie dans le cadre de la demande de permis d'urbanisme introduite par la société PHI ESTATES pour la construction de 16 habitations, 2 immeubles de 4 appartements , 2 immeubles de 9 appartements + aménagement des abords à 7760 Celles, rue Provinciale sur les parcelles cadastrées section C 469 C & 469 D - DECISION
26. CADRE DE VIE - Patrimoine - Remplacement chaudière école maternelle Escanaffles - Approbation des conditions
27. PIC/PIMACI 2022-2024 : Travaux de liaison cyclable Pottes-Escanaffles à la rue du Pont à l'Haye. - Approbation des conditions et du mode de passation
28. PIC/PIMACI 2022-2024 – TRAVAUX DE LIAISON CYCLABLE POTTES - ESCANAFFLES A LA RUE DU PONT A L'HAYE – Coordinateur sécurité santé - Approbation des conditions
29. PIC/PIMACI 2022-2024 - TRAVAUX D'AMENAGEMENTS DE TROTTOIRS A LA RUE LECLERCQZ A CELLES. - Approbation des conditions et du mode de passation
30. PIC/PIMACI 2022-2024 : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE TROTTOIRS A LA RUE GUERMIGNIES A POTTES - Approbation des conditions et du mode de passation
31. MOBILITE - Règlement complémentaire de roulage - Rue Haut Hameau n°4 - Décision
32. MOBILITE - Règlement complémentaire de roulage - Rue du Village - Décision
33. MOBILITE - Règlement complémentaire de roulage - Agglomération de Pottes - Décision
34. MOBILITE - Règlement complémentaire de roulage - Place d'Escanaffles - Décision
35. P.C.S. 2020- 2025 - Evaluation quantitative 2023 - Approbation
36. IDETA - Assemblée générale du 20/06/2024 - Ordre du jour - Approbation
37. ORES ASSETS: Assemblée générale du 13/06/2024 - Ordre du jour - Approbation
38. IPALLE - Assemblée générale du 27/06/2024 - Ordre du jour - Approbation
39. IGRETEC - Assemblée générale du 27/06/2024 - Ordre du jour - Approbation
40. IFIGA - Assemblée générale du 27/06/2024 - Ordre du jour - Approbation
41. CENEO – Convocation à l'Assemblée générale du 28 juin 2024 – Ordre du jour - Approbation
42. QUESTION(S) ECRITE(S)
43. CORRESPONDANCES

HUIS CLOS (5 points)

Par Ordonnance, pour le Collège,

La Directrice générale f.f.

Justine SOYEZ



Le Bourgmestre

Michael BUSINE